Le Louvre : quand la direction lâche les visiteurs sur les grévistes.

L'assemblée générale interprofessionnelle qui s'est déroulée ce matin au musée du Louvre a rassemblé plus de 200 personnes et notamment des camarades de Sud PTT, Sud Rail, Sud CT, Sud Education, Solidaires, CGT Beaubourg, UL CGT, CFDT, etc.

Vous trouverez ci-dessous le communiqué de Sud Culture Solidaires suite aux violences qui se sont déroulées à l'issue de cette AG :

Le Louvre : quand la direction lâche les visiteurs sur les grévistes.

Ce matin, mercredi 20 octobre, s'est tenue une assemblée générale

interprofessionnelle et intersyndicale au Musée du Louvre, en grève

depuis le 02 octobre.

Dès 9 heures une occupation pacifique des entrées publiques a eu lieu

afin de permettre aux agents de délibérer sereinement. En effet la

direction du musée procédait depuis des jours à des ouvertures sauvages

de l'établissement, mettant en péril la sécurité des visiteurs et des oeuvres

puisque les personnels de surveillance et de postes de contrôle étaient

réunis massivement sous pyramide.

Privilégiant l'attaque juridique au dialogue social, la

direction du Musée a

durci la position des salarié-es et militant-es présent-es en les menaçant

d'assignations individuelles.

Elle a ensuite levé les dispositifs usuels de sécurité qui permettent le

contrôle des visiteurs, de manière à mettre le public en confrontation

directe avec les agents et les soutiens présents. Les responsables de

l'établissement ont sciemment causé des débordements : certains visiteurs

haranguaient la foule pour la pousser à un affrontement physique et s'en

prenaient violemment aux personnes présentes.

La direction a malgré tout décidé que le musée était en capacité d'ouvrir.

Comment parler de sécurité quand on laisse une foule entrer en force sans

même une vérification des sacs, alors même que le plan Vigipirate a

encore été renforcé ? Celui-ci sert quotidiennement à organiser la perte de

liberté des citoyen-nes, mais est étonnamment oublié lorsque les

dirigeants veulent entraver le droit d'expression et de grève.

Paris, le 20 octobre 2010